

Bull obtient un nouveau sursis de l'Etat

Le groupe dirigé par Pierre Bonelli a obtenu un report pour l'échéance du remboursement d'un prêt. Cette échéance qui était fixée au 17 juin, était déjà perçue comme un dernier recours possible. Le sort du constructeur informatique français, avec 8.000 emplois en jeu, est et reste entre le main de l'Etat, actionnaire à 16,3%. L'ombre d'un démantèlement voire d'une disparition du groupe planait dès la fin avril.

Lors d'un conseil d'administration tenu ce mercredi 30 avril, le président de Bull a confirmé être en négociation « *avec plusieurs partenaires potentiels*, rapportait Le Figaro de ce 2 mai. **Cinq scénarios en lice pour 724 millions d'euros** La reconfiguration du capital doit être impérativement finalisée avant la fin de l'année. Cinq scénarios seraient en compétition, dont l'un avec une participation américaine (IBM?), les autres solutions étant franco-européennes ou franco-françaises. L'augmentation de capital à souscrire devra atteindre sinon dépasser les 724 millions d'euros du déficit actuel. Une partie de la solution serait que Bercy cède sa créance en échange d'actions. Pierre Bonelli se fixe d'avoir bouclé le nouveau tour de table avant le 3^e trimestre, voire avant les vacances d'été. Ce qui permettrait de faire valider plus facilement cette nouvelle phase auprès de Bruxelles.